

+ **BURKINA FASO**

Unité – Progrès - Justice

-----oOo-----

DECLARATION

**du Ministre Délégué Chargé de l'Agriculture
au Sommet Mondial sur la Sécurité Alimentaire**

Rome du 16 au 18 novembre 2009

Novembre 2009

- **EXCELLENCES MESDAMES ET MESSIEURS LES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT,**
- **EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DU SOMMET MONDIAL SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE,**
- **MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,**
- **MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DE LA FAO,**
- **EXCELLENCES MESDAMES ET MESSIEURS,**

MONSIEUR LE PRESIDENT,

Permettez-moi, au nom de Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, Président du Faso Président du Conseil des Ministres, et au nom de ma délégation, de vous adresser mes vives et sincères félicitations pour votre élection à la présidence du sommet mondial sur la sécurité alimentaire.

EXCELLENCE, MESDAMES, MESSIEURS

Au regard de la gravité de la crise alimentaire et du manque flagrant de la volonté commune d'investir dans l'agriculture pour nourrir le monde, nous sommes tous interpellés (gouvernants et gouvernés) pour un monde plus juste afin de trouver une solution durable à la situation actuelle de la crise, et c'est la raison pour laquelle le Burkina Faso accorde une importance capitale à ce sommet.

Comme l'a souligné le Directeur Général de la FAO, ce Sommet, devrait être le dernier sommet pour convenir des mesures clés en vue de faire face à la crise actuelle et dégager un large consensus sur l'éradication totale et rapide de la faim dans le monde.

En effet, nos pays et surtout les pays pauvres ont besoin d'outils politiques, économiques et de développement pour stimuler leur production et leur productivité agricoles, et surtout des moyens pour davantage investir dans l'agriculture; cela a fait défaut ces vingt (20) dernières années.

C'est pourquoi le Burkina Faso soutient fermement les mesures idoines et appropriées suivantes prises par la communauté internationale.

Il s'agit entre autres de:

- éliminer la faim dans le monde, par une production vivrière suffisante et l'accès à une nourriture suffisante pour mener une vie saine et active;
- mettre en place un système de gouvernance de la sécurité alimentaire plus cohérent et efficace aux niveaux national et international;
- faire en sorte que les pays en développement puissent être compétitifs sur les marchés mondiaux des produits et que les politiques de soutien à l'agriculture ne créent pas de distorsions sur les marchés internationaux;
- trouver des solutions pour que les agriculteurs, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, puissent avoir des revenus comparables à ceux de leurs concitoyens employés dans les secteurs secondaire et tertiaire;
- mobiliser des investissements publics et privés supplémentaires considérables en faveur de l'agriculture et des infrastructures rurales et de l'accès des agriculteurs aux intrants;
- convenir de mécanismes plus efficaces de réaction rapide en cas de crise alimentaire;
- préparer les pays à s'adapter aux changements climatiques et à en atténuer les effets.

Il s'agira par la suite, en rapport avec ces préoccupations, de prendre des mesures adéquates afin de sortir une bonne fois pour toutes nos populations de la misère et de la sous alimentation.

Pourtant, nous l'avons tous reconnu et soutenu, le monde dispose des potentialités et des atouts pour se nourrir. Il faudra pour cela, accompagner notre volonté indéniable, de mesures d'accompagnement nécessaires à l'atteinte de ces résultats souhaités.

A cet égard, nous souhaitons alors que se dégage ici même une franche détermination pour une plus grande mobilisation de la communauté internationale, en faveur d'une plus grande solidarité pour répondre définitivement à cette épineuse question de sécurité alimentaire.

Pour nous, c'est en la résolution de tels défis que le système des Nations Unies joue sa véritable crédibilité.

EXCELLENCE, MESDAMES ET MESSIEURS,

Je ne saurai être devant cette honorable tribune sans faire cas de la modeste expérience du Burkina Faso, mon pays.

En effet, cette année, comme l'année dernière, et pour l'atteinte des objectifs de production de 5.200.000 tonnes de céréales soit une augmentation de 20% des productions obtenues au cours de la campagne agricole 2008-2009, le Burkina Faso a pris des mesures de soutien à la production. Il s'est agit :

- du renforcement de capacités des acteurs par la formation des agents d'encadrement

- la distribution de 7.260 tonnes de semences améliorées aux petits exploitants agricoles.
- la subvention à hauteur de 50 % de 18.320 tonnes d'engrais chimiques pour le maïs et le riz ainsi que le matériel agricole
- le développement de la petite irrigation

Pour tout dire par rapport à la déclaration de Maputo, le Burkina Faso affecte 21% de son budget pour l'essor du développement rural.

Tous ces efforts nous ont permis en une seule campagne agricole de doubler la production en riz paddy et de dégager un excédent céréalier de 800 000 tonnes.

Aussi, c'est ici l'occasion pour moi, d'adresser au nom du Gouvernement du Burkina Faso et de l'ensemble de sa population, mes remerciements à l'endroit de tous les partenaires techniques et financiers dont la Banque Mondiale et les trois institutions des Nations Unies basées à Rome : FAO, FIDA, PAM, les partenaires bilatéraux, et les ONG en général et de Monsieur Jacques DIOUF Directeur Général de la FAO en particulier pour les soutiens multiformes qu'ils ont apportés à la préparation des campagnes agricoles 2008/2009, et 2009/2010, et surtout leur contribution face aux inondations du 1^{er} septembre 2009.

JE VOUS REMERCIE